

Le libéralisme postmoderne, retour à l'état de nature □

Tout se passe comme si le développement tardif de la (post)modernité politique aboutissait à la restauration de « l'état de nature » – chaos que la plupart jugent intolérable. A une phase libérale épuisée, qui s'est égarée dans l'idéologie privatiste, succéderait ainsi une phase conservatrice ou classique, de retour aux sources des modernités. La force qui accélère ce mouvement est la même qui, de tout temps, pousse les humains à quitter l'« état de nature » pour entrer dans l'état social.

Les héritiers du néant et de la dette

Les soixante-huitards sont comme de riches héritiers, qui ont vécu en dilapidant leur héritage. Leurs enfants et petits enfants se rendent compte qu'ils ont hérité du néant et de la dette, et que la démocratie nihiliste n'assure pas leur avenir. Ces générations habitent, incertaines, ce monde finissant et ne s'y rattachent guère plus que par des habitudes de facilité incohérentes avec leurs désirs profonds et leurs intérêts matériels. Ils y restent fixés aussi, par inculture, faute d'avoir accès aux classiques de leur tradition.

Une autre offre culturelle et politique

Dans ces conditions, il y a place pour une autre offre culturelle et politique, mais il est plus aisé de formuler une critique du PC, que d'imaginer la forme précise de cette offre nouvelle. Ce pourrait être, comme aux Etats-Unis d'Amérique (mais avec des différences importantes), un *conservatisme* populaire et démocratique, ayant pour objet précis de *conserver la constitution de la démocratie*, et donc le pouvoir des classes moyennes, contre des excès démagogiques

et oligarchiques, susceptible de la ruiner. Sur le plan culturel, son noyau serait une autre politique des valeurs, conservatrice au sens d'une conservation de la vie et de la liberté, rompant avec le PC, mêlant une nouvelle modernité à une redécouverte des traditions occidentales dans un contexte mondial. On peut estimer qu'un tel renouveau culturel, permettant de réformer le concept de liberté, fournirait le principe permettant de réformer l'ensemble des institutions des sociétés libres, économiques et politiques, Etat, République, Démocratie, Nation et Union de Nations, dans le cadre d'un nouvel universalisme non mondialiste.